



Perspectives

Marchés et allocation



L'analyse mensuelle
de nos experts

Achévé de rédiger le 07/05/2026

MAI
26



Ofi invest
Asset Management

Négociations en cours mais Ormuz toujours bloqué

② **Eric Bertrand**
 Directeur Général
 OFI INVEST AM

L'Iran et les États-Unis sont toujours en négociation mais la situation de blocage du détroit d'Ormuz perdure. Le constat est que chaque jour qui passe voit un scénario plus défavorable prendre de l'ampleur, du moins pour l'économie européenne. Certes, le cessez-le-feu a été globalement respecté et les dernières fuites feraient état d'un accord assez avancé entre les belligérants, provoquant un net rebond des marchés risqués témoignant de leur capacité de rebond. Toutefois, l'économie iranienne ne se limite pas au pétrole et la capacité de résilience du pays ces dernières années doit être mise en regard d'un calendrier qui se resserre pour Donald Trump, avec un prix du pétrole élevé pour le consommateur américain et sa future rencontre avec Xi Jinping. L'incertitude demeure donc élevée.

En mars et en avril, la hausse inévitable de l'inflation est restée circonscrite au secteur de l'énergie, sans pour autant épargner les Banques Centrales, mises sous pression. Face à une économie toujours robuste et à une inflation élevée, la Réserve fédérale américaine (Fed) ne pourra que maintenir ses taux stables dans les prochains mois, malgré l'arrivée de Kevin Warsh à la présidence, tandis que Jerome Powell restera présent pour défendre l'indépendance de la Banque Centrale. Quant à la Banque Centrale Européenne (BCE), consciente des erreurs du passé, elle n'a pas pris d'engagement sur une hausse des taux en juin, mais elle a néanmoins bien préparé le terrain pour le faire. Seul un déblocage du détroit d'Ormuz et une normalisation rapide des prix de l'énergie pourraient modifier cet état de fait. **Le statu quo des Banques Centrales ne doit pas être interprété comme un signal de confort. Il traduit plutôt une contrainte : celle de devoir arbitrer entre inflation énergétique, ralentissement de la croissance et risque de second tour.**

Dans ce contexte, les marchés de taux questionnent le caractère transitoire du choc énergétique et intègrent une prime d'inflation visible tant sur les taux nominaux que dans les breakeven d'inflation. Les marchés semblent ainsi parier sur le caractère transitoire du choc énergétique, là où la position de Téhéran - qui n'a pas confirmé l'imminence d'un accord - invite à davantage de prudence. Le taux 10 ans allemand s'installe ainsi autour de 3% et le T-note américain autour de 4,40%. Des niveaux qui justifient, selon nous, une légère surpondération tactique. Toutefois, notre vue directionnelle à moyen terme dépendra de la réouverture rapide ou non du détroit d'Ormuz.

Ce qui est particulièrement notable, c'est que **les marchés plus risqués, actions et crédit, n'intègrent que très partiellement ces risques.** Les spreads de crédit sont revenus sur les niveaux de février et les marchés actions américains sont sur les plus hauts de l'année, portés par des fondamentaux robustes et une thématique « Technologie/Intelligence Artificielle » qui a toujours le vent en poupe.

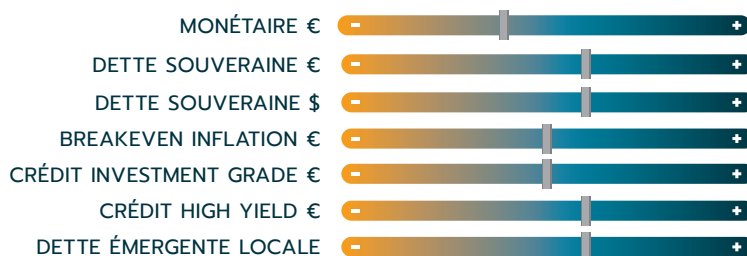
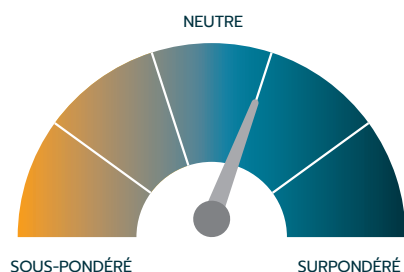
Dans cet environnement, il ne s'agit pas de prendre un grand pari directionnel, mais de piloter activement la durée, le crédit et la convexité. Nous conservons pour le moment une légère surpondération du crédit « High Yield » européen et des actions, compte tenu de perspectives de rendement encore positives à horizon de fin d'année. **Cette position reste toutefois tactique : elle demeure soumise à une dégradation géopolitique majeure ou à une diffusion du choc énergétique à l'inflation sous-jacente. La rechute de la volatilité peut notamment être mise à profit pour initier des positions de couverture en cas de poursuite du rebond des actifs risqués.**

Les analyses présentées dans cette communication publicitaire reposent sur des hypothèses et des anticipations d'Ofi Invest Asset Management, faites au moment de la rédaction de la communication qui peuvent être totalement ou partiellement non réalisées sur les marchés. Elles ne constituent pas un engagement de rentabilité et sont susceptibles d'être modifiées.

Un glossaire répertoriant les définitions des termes financiers principaux est disponible en dernière page.

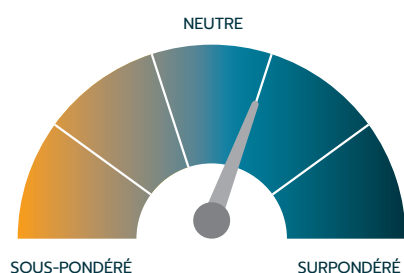
Nos vues au 07/05/2026

OBLIGATIONS



Le cessez-le-feu a entraîné un rallye des actifs risqués et des spreads de crédit. La partie taux reste toutefois sous tension intégrant une prime d'inflation de plus en plus importante. Dans ce contexte de remontée graduelle des taux, nous gardons un biais légèrement sur-sensible dans les portefeuilles. Des baisses de taux pourront être mises à profit pour couper ces positions dans les prochaines semaines. En effet, nous intégrons dans nos anticipations une inflation persistante liée à la situation au Moyen-Orient. Ceci nous amène à plus de prudence sur le directionnel taux. Nous ne changeons pas les curseurs à l'exception des taux américains qui ont vu leurs niveaux bien progresser. En ce qui concerne le crédit, nous gardons les curseurs inchangés même si tactiquement nous avons réduit nos protections dans les portefeuilles du fait des fondamentaux solides des sociétés.

ACTIONS



Les marchés actions sont non seulement restés résilients en mars mais ont fortement rebondi en avril. Les investisseurs ont accueilli favorablement les annonces de cessez-le feu au Moyen-Orient sans se préoccuper des risques inflationnistes liés à la fermeture du détroit d'Ormuz. Si le scénario d'apaisement est loin d'être validé, ceci n'a pas empêché les investisseurs de se concentrer sur les fondamentaux des entreprises. Les risques qui pèsent sur l'inflation et la croissance nous semblent aujourd'hui quelque peu sous-estimés par le marché. Nous pensons que chaque jour qui passe sans une réelle ouverture du détroit nous rapproche davantage d'un scénario de stagflation, notamment en Europe. Nous maintenons toutefois les curseurs inchangés pour le moment avec une légère surpondération que nous pourrions adapter en cours de mois si nécessaire.

DEVISES

La parité euro-dollar est déjà revenue proche de ses niveaux pré-conflit. Le statut de valeur refuge du dollar n'aura été que de courte durée : le positionnement très acheteur sur le dollar en mars s'est largement normalisé la première quinzaine d'avril et n'est pas réapparu depuis malgré la persistance des tensions géopolitiques et le rebond du prix du pétrole. Face aux incertitudes entourant la poursuite du conflit, nous conservons une position neutre sur le taux de change euro-dollar.



Ormuz, point de rupture ?



② **Ombretta Signori**
Directrice de la Recherche
Macroéconomique et Stratégie
OFI INVEST AM

Depuis le début du mois de mars, le détroit d'Ormuz, nœud stratégique pour le passage des matières premières, et donc principal canal de transmission économique de la guerre avec l'Iran au delà du choc de confiance, reste bloqué.

Le mois dernier, nous indiquions qu'en l'absence d'une fermeture durable du détroit d'Ormuz, le scénario économique ne devrait pas être significativement modifié grâce à des fondamentaux solides. À l'inverse, une situation de blocage du détroit, avec un impact plus durable sur les prix de l'énergie, aurait des effets plus marqués sur la croissance et sur l'inflation. Par ailleurs, si la situation a, jusqu'à présent, pu être gérée grâce aux réserves et à des ajustements des flux commerciaux de certaines matières premières, nous pourrions faire face, au cours de l'été, à des pénuries potentielles de certaines d'entre elles. Dans un tel contexte, seul un rationnement permettrait d'y répondre, impliquant mécaniquement une contraction de la demande.

Chaque jour qui passe nous éloigne du scénario central et nous rapproche du scénario plus défavorable que nous avons développé le mois dernier (pour le chiffrage, se référer à notre [publication d'avril](#)).

Les données de croissance montrent, comme prévu, que l'économie européenne est plus exposée au conflit que l'économie américaine. Déjà au premier trimestre, la croissance apparaît faible (+0,1 % sur le trimestre, soit 0,4 % annualisé), avec une demande intérieure qui reste dynamique uniquement en Espagne (parmi les quatre grandes économies de la zone euro). La prolongation du conflit risque également de peser sur la croissance au cours du printemps, et il est quasi certain que la zone euro ne parviendra pas à atteindre 1 % de croissance en 2026.

À l'inverse, **la croissance américaine reste robuste sur la même période** (2 % de croissance annualisée au premier trimestre), **soutenue par une bonne résilience de la consommation et par les investissements technologiques.** Selon nos calculs, l'Intelligence Artificielle (IA) n'a contribué qu'à hauteur de 0,8 point à la croissance du premier trimestre, car il faut

retrancher de la croissance exponentielle des dépenses en investissements en IA la hausse extraordinaire des importations de biens liés à l'Intelligence Artificielle.

Au deuxième trimestre, les remboursements fiscaux (supérieurs de 17 % à ceux observés à la même période en 2025 à la fin avril) devraient compenser, en moyenne, la perte de pouvoir d'achat liée à la hausse des prix de l'essence, préservant ainsi la consommation. En revanche, si les prix de l'énergie restaient élevés au-delà du deuxième trimestre, la dynamique de la consommation américaine pourrait également en pâtir.

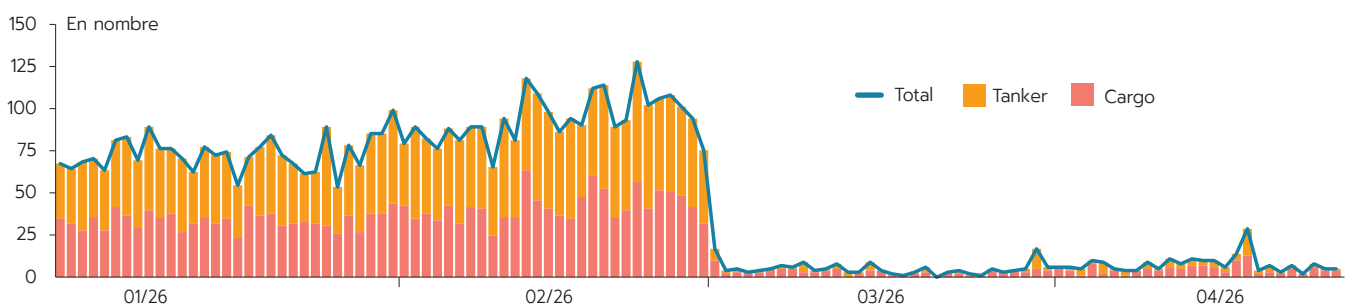
L'inflation a atteint 3,0 % en zone euro en avril et 3,3 % aux États Unis en mars, mais le regain inflationniste reste à ce stade exclusivement concentré sur la composante énergétique. Aucun signe d'effets de second tour n'est observable ; au contraire, en zone euro, l'inflation sous-jacente recule à 2,2 %, contre 2,3 % en mars, et l'inflation des services se modère enfin à 3,0 % pour la première fois depuis début 2022.

La situation est délicate pour les Banques Centrales, confrontées à un choc d'offre négatif qui pèse sur la croissance et augmente l'inflation. Lors de leurs réunions de politique monétaire en avril, les banquiers centraux n'ont pas remis en cause les anticipations de marché.

Du côté de la Réserve fédérale américaine (Fed), aucun consensus ne se dégage en faveur d'un nouvel assouplissement monétaire dans les prochains mois, malgré l'arrivée de Kevin Warsh à la tête de l'institution. Jerome Powell a par ailleurs indiqué qu'il resterait membre du Conseil des gouverneurs afin de préserver l'indépendance de la Fed, une situation dont le seul précédent remonte à l'après seconde guerre mondiale.

Concernant la Banque Centrale Européenne (BCE), alors que l'on pouvait encore se demander il y a un mois si une hausse des taux était envisageable, la question est aujourd'hui plutôt de savoir ce qui pourrait l'empêcher. Les données ne montrent pas, à ce stade, d'effets de second tour sur l'inflation, mais **nous estimons que si le détroit n'est pas rouvert rapidement, la BCE relèvera ses taux en juin.** La conférence de presse d'avril a en effet livré plusieurs signaux en ce sens, sans pré engagement formel : Christine Lagarde a notamment indiqué qu'une hausse dès la réunion de mai avait été débattue et que le scénario privilégié par la BCE s'éloignait progressivement de celui présenté en mars, fondé sur l'hypothèse d'un choc énergétique transitoire.

TRANSIT DANS LE DÉTROIT D'ORMUZ



Sources : Macrobond, Ofi Invest Asset Management au 05/05/2026.

Un optimisme *très relatif*



Geoffroy Lenoir
Directeur de la gestion collective
OFI INVEST AM

Depuis début avril, l'attention des marchés reste largement focalisée sur les conséquences financières du conflit au Moyen-Orient. L'annonce d'un cessez le feu partiel a permis une détente temporaire des marchés, mais le trafic dans le détroit d'Ormuz reste un enjeu crucial. Celui-ci fonctionne au ralenti et ne pourra revenir à une situation normale qu'avec des garanties fortes des différents pays engagés dans ce conflit. Or, si le trafic ne s'améliore pas rapidement, les prix du pétrole, du gaz et d'autres denrées resteront élevés. Pire encore, des risques d'approvisionnement dans certains pays pourraient se développer et peser de plus en plus fort sur les économies.

LES ANTICIPATIONS D'INFLATION EN HAUSSE

Sur les marchés de taux, nous assistons ainsi à une hausse ordonnée mais persistante des rendements, principalement portée par la composante inflation. Cette dynamique est particulièrement visible à travers l'évolution des points morts (breakeven) d'inflation, qui se sont significativement redressés sur le mois. Pour preuve, le swap inflation 5 ans EUR a encore progressé de 20 points de base en avril après une hausse d'environ 50 points de base en mars. Les taux réels restent ainsi proches des niveaux de fin février, pré-conflit. De même, aux États-Unis, le swap inflation 10 ans retrouve les plus hauts des deux dernières années au-delà de 2,60 %, traduisant une moindre confiance des investisseurs dans le caractère transitoire du choc énergétique. Cette remontée des anticipations d'inflation s'est combinée à une hausse modérée de la prime de terme, expliquant que les taux longs aient progressé sans mouvement de panique. Le taux 10 ans américain s'est ainsi installé dans une zone autour de 4,40 %, tandis que le Bund allemand à 10 ans oscille entre 3,00 % et 3,10 %.

PRUDENCE ACCRUE DES BANQUES CENTRALES

Du côté des Banques Centrales, le changement de perception est net par rapport à début avril. Aux États-Unis, la Réserve fédérale américaine (Fed) reste officiellement en statu quo, mais toute perspective de baisse des taux a été repoussée. Le marché intègre désormais un maintien prolongé des taux directeurs à un niveau restrictif sur 2026 et 2027. En zone euro, le pivot est encore plus visible : le scénario d'une hausse de taux dès juin est désormais largement intégré par les marchés, la Banque Centrale Européenne (BCE) cherchant à prévenir les effets de second tour sur les salaires et les anticipations de long terme. Les tensions sur les taux sont donc perceptibles et pourraient être sensibles également à des questions budgétaires. Enfin, la classe d'actifs n'a pas prouvé aux investisseurs son rôle de valeur refuge au cours des derniers épisodes de stress, ce qui pourrait limiter un mouvement de baisses des taux.

LE MARCHÉ DU CRÉDIT RÉSISTE

Étonnement, cette tension sur les taux ne se reflète pas sur les marges de crédit. Au contraire, les marges se sont largement resserrées sur le mois. L'annonce du cessez-le-feu et les fondamentaux des sociétés toujours solides ont contribué au reflux des scénarios extrêmes et les émissions primaires ont été bien absorbées. Les segments « Investment Grade » et crédit spéculatif à haut rendement (« High Yield ») en euros ont tous deux profité de ce mouvement, ramenant les primes de risque vers des niveaux proches de ceux observés avant l'escalade des tensions géopolitiques.

Dans les portefeuilles, les mouvements sur les taux réels et les breakeven d'inflation renforcent l'intérêt pour une gestion active de la durée. Sur le crédit, l'environnement macroéconomique et les valorisations n'incitent pas à un enthousiasme débordant. Pour autant, les fondamentaux des entreprises et les facteurs techniques soutiennent la classe d'actifs. Le portage, notamment sur le crédit spéculatif à haut rendement (« High Yield »), protège des effets de taux, mais le contexte plaide pour une sélection rigoureuse, privilégiant la qualité bilanciale et la liquidité, dans un environnement où les soutiens techniques sont moins automatiques qu'au cours des années précédentes.

LE CHIFFRE DU MOIS

2,80 %

C'est le niveau du swap inflation USD 5 ans début mai. Avec le conflit au Moyen-Orient, le taux du swap inflation a augmenté de 0,45 % par rapport au niveau de fin février. Un plus haut niveau depuis mars 2023.

PERFORMANCES

Indices obligataires coupons réinvestis

	Avril 2026	YTD
JPM Emu	0,33 %	- 0,28 %
Bloomberg Barclays Euro Aggregate Corp	0,94 %	- 0,06 %
Bloomberg Barclays Pan European High Yield en euro	1,92 %	0,39 %

Sources : Ofi Invest Asset Management, Refinitiv, Bloomberg au 30/04/2026.
Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

Des actions *boostées* à l'IA



🔗 **Geoffroy Lenoir**
Directeur de la gestion collective
OFI INVEST AM

Le mois d'avril a marqué un retour de l'appétit pour le risque sur les marchés actions avec des performances record aux États-Unis. Le S&P 500 et le Nasdaq ont en effet rebondi de plus de 10 % et 15 % respectivement. La hausse ne s'explique pas par une disparition des risques géopolitiques ou inflationnistes, mais par un recentrage sur les fondamentaux : résultats solides, visibilité des marges, bilans robustes et capacité à financer la croissance malgré des taux élevés. L'Intelligence Artificielle (IA) a de nouveau servi de catalyseur, non plus comme simple thème de marché, mais comme moteur tangible d'investissement.

Les États-Unis conservent leur leadership avec une saison des résultats qui démontre la capacité des entreprises à protéger leurs marges dans un contexte plus exigeant. Dans ce contexte, les investisseurs ont privilégié les sociétés combinant croissance organique, discipline sur les coûts, génération de cash-flow et pouvoir de fixation des prix. Cette préférence pour la qualité a permis aux grandes valeurs américaines de bien absorber la pression des taux et la hausse de l'énergie.

L'IA AU CENTRE DU MOUVEMENT

Le marché a favorisé les entreprises exposées aux infrastructures de calcul, aux data centers, au cloud et aux semi-conducteurs. Les dépenses d'investissement des grands acteurs technologiques ont renforcé l'idée d'une demande structurelle sur toute la chaîne de valeur. Les méga-capitalisations ont ainsi été traitées comme des actifs de croissance de qualité, capables d'autofinancer leurs investissements et de préserver leurs marges.

Cette progression est notable car l'environnement aurait dû pénaliser les valeurs de duration longue. Pétrole élevé, tensions au Moyen-Orient et rendements obligataires sous pression constituaient des vents contraires. Le marché a toutefois privilégié les entreprises peu dépendantes du refinancement externe.

L'EUROPE A PARTICIPÉ AU REBOND

De manière plus sélective, l'Europe a également progressé. La région a bénéficié de l'amélioration du sentiment mondial, tout en restant pénalisée par sa sensibilité aux coûts énergétiques et par une exposition plus limitée aux grands thèmes technologiques. Les investisseurs ont donc favorisé les secteurs dont les résultats pouvaient bénéficier directement du contexte à l'instar de l'énergie et des majors pétrolières et gazières dont les perspectives de cash-flow bénéficient des prix du brut élevés. Les banques ont conservé un profil favorable grâce à des marges d'intérêt élevées et à une qualité d'actifs maîtrisée. À l'inverse, les secteurs sensibles aux coûts d'intrants et à la demande finale, comme l'industrie, l'automobile ou certaines valeurs de consommation, ont affiché un comportement plus fragile. Avec des risques inflationnistes plus élevés, rendant les actions des Banques Centrales moins lisibles, les investisseurs européens ont privilégié les bilans solides et les sociétés capables de protéger leurs marges.

En Asie, la hausse a été dominée par les marchés les plus intégrés à la chaîne de valeur technologique mondiale. Taïwan et la Corée du Sud ont bénéficié du retour des flux vers les semi-conducteurs, la mémoire et les fournisseurs liés à l'IA. Le Japon a, pour sa part, attiré les capitaux internationaux grâce à des arguments structurels solides : amélioration de la gouvernance, rachats d'actions, meilleure allocation du capital et rémunération accrue des actionnaires.

BALLE AU CENTRE

Si les actions européennes et japonaises avaient surpassé les actions américaines sur les deux premiers mois de l'année, ces dernières ont largement repris le dessus depuis le début du conflit au Moyen-Orient et sont maintenant proches de nos objectifs annuels. Les marchés américains atteignent de nouveaux records. Compte tenu de l'incertitude lié au trafic dans le détroit d'Ormuz, nous préférons maintenir une vue prudente sans distinction entre les zones États-Unis, Europe et Japon. Le secteur de la technologie reste selon nous particulièrement intéressant mais les valorisations en Europe apparaissent un peu plus attractives en relatif. D'autre part, dans un scénario plus adverse de marché, les actions américaines pourraient pâtir de prises de profits plus prononcées.

LE CHIFFRE DU MOIS

+ 25 %

C'est la hausse moyenne des dépenses d'investissement (CAPEX) liées à l'IA annoncée par les grandes entreprises technologiques mondiales en 2026.

PERFORMANCES

Indices actions dividendes nets réinvestis en devises locales

	Avril 2026	YTD
CAC 40	4,29 %	0,12 %
EuroStoxx	6,39 %	3,73 %
S&P 500 en dollars	10,47 %	5,59 %
MSCI AC World en dollars	10,17 %	6,65 %

Sources : Ofi Invest Asset Management, Refinitiv, Bloomberg au 30/04/2026.
Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

L'Asie résiste à la crise iranienne grâce à son secteur technologique



📍 **Jean-Marie Mercadal**
Directeur Général
SYNCICAP AM

Les marchés asiatiques ont plutôt bien résisté dans l'ensemble aux tensions géopolitiques qui ont provoqué une envolée des prix de l'énergie. Leur intégration dans la chaîne de valeur technologique mondiale et la résilience étonnante de la Chine en sont les raisons majeures. Les actions chinoises sont stables depuis le début de l'année alors que les actions asiatiques ex-China progressent de plus de 20 %.

Le détroit d'Ormuz, par lequel transite environ 30 % du pétrole brut mondial, reste toutefois un point névralgique pour l'équilibre énergétique global. Chaque montée de tension dans la région du Golfe Persique provoque des inquiétudes sur la sécurité des approvisionnements, avec des répercussions directes sur les économies asiatiques, grandes importatrices d'énergie et très dépendantes de cette route maritime. L'Inde et la Corée du Sud, en particulier, sont fortement exposées à ces risques.

LA CORÉE DU SUD : MOTEUR TECHNOLOGIQUE DE L'ASIE

La correction initiale du marché coréen a rapidement laissé place à un rebond spectaculaire. En hausse de 40 % depuis le début de l'année, il est porté par ses champions technologiques, Samsung* et SK Hynix*, dont les performances boursières (+86 % et +98 %) reflètent l'explosion de la demande mondiale en semi-conducteurs. Ces entreprises sont au cœur de la révolution de l'Intelligence Artificielle (IA), fournissant les mémoires et composants indispensables aux géants américains notamment.

L'ASIE AU CŒUR DE LA CHAÎNE DE VALEUR MONDIALE

Au-delà du cas particulier de la Corée du Sud, l'Asie bénéficie d'un mouvement structurel : l'intégration croissante de ses entreprises dans la chaîne de valeur mondiale. Taiwan, la Malaisie et la Thaïlande jouent un rôle clé dans la production de semi-conducteurs, de composants électroniques et dans l'assemblage de produits technologiques. Cette intégration renforce la résilience de la région face aux chocs externes et lui permet de capter une part

croissante des investissements mondiaux dans l'IA et les technologies de pointe.

L'INDE : ENTRE CONSOLIDATION ET VULNÉRABILITÉ ÉNERGÉTIQUE

Le marché indien, après une décennie 2020 exceptionnelle, semble entrer dans une phase de normalisation. Les valorisations (PER autour de 20) sont revenues dans leur moyenne historique, et les perspectives de croissance des bénéfices restent solides. L'Inde nous paraît toujours un marché attractif à long terme, grâce à sa démographie, à la montée en puissance de sa classe moyenne et à ses ambitions dans les technologies numériques. Les actions indiennes reculent cependant de près de 9 % depuis le début de l'année, la grande dépendance indienne aux importations en énergie et fertilisants du golfe expliquent cette contre-performance.

LA CHINE A BIEN RÉSISTÉ AU CHOC PÉTROLIER ET AU RISQUE DE RALENTISSEMENT MONDIAL

Lors de sa réunion économique du 28 avril, le Politburo chinois a souligné que les indicateurs du début d'année dépassent les attentes, reflétant la résilience et la vitalité de l'économie chinoise. Le ton est plus confiant, soutenu par une croissance du PIB de 5 % au premier trimestre, au-dessus de l'objectif annuel de 4,5/5 %. Sans pression immédiate pour stimuler la croissance, aucun nouveau plan de relance n'a été annoncé. Sur le plan budgétaire, l'accent est mis sur l'optimisation des dépenses, sans hausse des émissions obligataires ni accélération des dépenses. Côté monétaire, la position « modérément lâche » est maintenue, avec pour seule exigence une liquidité abondante. L'absence de référence à des baisses de taux ou du ratio de réserves obligatoires confirme que la Banque populaire de Chine ne devrait pas assouplir davantage sa politique monétaire, sauf si la croissance tombe sous 4,5 %. La consommation est abordée par l'amélioration de l'offre plutôt que par la demande, les subventions directes à la consommation étant réduites par rapport à l'an dernier. Les priorités d'investissement du pays se concentrent sur les infrastructures stratégiques (eau, électricité, télécoms, calcul, pipelines, logistique), en ligne avec le 15^e Plan quinquennal. En fin de compte, le profil rendement/risque des actions chinoises nous paraît assez attractif actuellement. Leurs valorisations sont relativement basses en absolu et en comparaison des autres places boursières alors que les investisseurs internationaux restent encore globalement sous-pondérés.

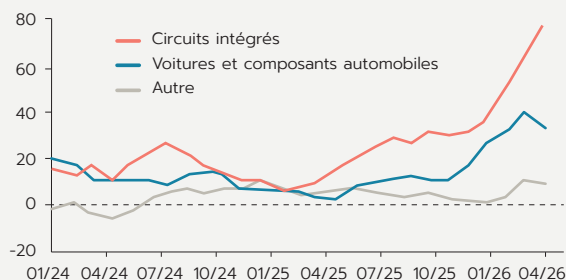
LE CHIFFRE DU MOIS

+ 15,5 %

C'est la progression, au 1^{er} trimestre 2026, des bénéfices des grandes entreprises industrielles chinoises (Bureau National des Statistiques).

CROISSANCE DES EXPORTATIONS CHINOISES PAR SECTEURS

Les exportations chinoises sont tirées cette année par la forte accélération des exportations de circuits intégrés, de voitures et d'équipements automobiles.



Sources : China's Customs, CEIC BNP Paribas - Avril 2026
Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

* Les sociétés citées ne le sont qu'à titre d'information. Il ne s'agit ni d'une offre de vente, ni d'une sollicitation d'achat de titres. Syncicap AM est une société de gestion détenue par le groupe Ofi Invest (66 %) et Degroof Petercam Asset Management (34 %), agréée le 4 octobre 2021 par la Securities and Futures Commission de Hong Kong. Cette société, spécialisée dans les pays émergents, permet d'établir une présence en Asie, depuis Hong Kong.

GLOSSAIRE

Breakeven inflation : différence de rendement entre une obligation classique (taux nominal) et son équivalente indexée sur l'inflation (taux réel).

Convexité : un des principaux objectifs des stratégies de convexité est de maximiser la résilience d'un portefeuille aux variations des taux d'intérêt et des conditions du marché.

Crédit « Investment Grade »/« High Yield » : les obligations « Investment Grade » qualifient des obligations émises par les emprunteurs les mieux notés par les agences de notation. Selon le classement de Standard & Poor's ou Fitch, leurs notes vont de AAA à BBB-. Les obligations spéculatives « High Yield » (haut rendement) ont une note de crédit (de BB+ à D selon Standard & Poor's et Fitch) plus faible que les obligations « Investment Grade » en raison de la santé financière plus fragile de leurs émetteurs selon les analyses des agences de notation. Elles sont donc considérées comme plus risquées par les agences de notation et offrent en contrepartie des rendements plus élevés.

Duration : durée de vie moyenne pondérée d'une obligation ou d'un portefeuille d'obligations, en années.

Inflation : perte du pouvoir d'achat de la monnaie entraînant une augmentation générale et durable des prix.

Inflation sous-jacente : inflation hors énergie et alimentation

PER : Price Earning Ratio. Indicateur d'analyse boursière : ratio de cours divisé par le bénéfice.

Point mort d'inflation : taux d'inflation implicite anticipé par le marché, déduit de l'écart entre taux d'intérêt nominal et taux réel.

Portage : le portage consiste à conserver des titres obligataires en portefeuille pour profiter de leur rendement, éventuellement jusqu'à leur échéance.

Prime de terme : partie du taux d'intérêt d'une obligation longue qui rémunère les risques liés à la durée, notamment l'incertitude sur l'inflation future et sur l'évolution des taux d'intérêt.

Spread : écart de taux.

Spread de crédit : différence de taux d'intérêt d'une obligation d'entreprise avec celui d'une obligation de référence de même durée, considérée comme la moins risquée (l'emprunt d'État de référence).

Stagflation : situation d'une économie qui souffre simultanément d'une croissance économique faible ou nulle et d'une forte inflation.

Swap inflation 5 ans : contrat d'échange entre inflation réelle et inflation fixe sur 5 ans, dont le taux reflète les attentes du marché en matière d'inflation future.

Volatilité : correspond au calcul des amplitudes des variations du cours d'un actif financier. Plus la volatilité est élevée, plus l'investissement sera considéré comme risqué.

INFORMATION IMPORTANTE

Cette communication publicitaire contient des éléments d'information et des données chiffrées qu'Ofi Invest Asset Management considère comme fondés ou exacts au jour de leur établissement. Pour ceux de ces éléments qui proviennent de sources d'information publiques, leur exactitude ne saurait être garantie. Les analyses présentées reposent sur des hypothèses et des anticipations d'Ofi Invest Asset Management, faites au moment de la rédaction du document qui peuvent être totalement ou partiellement non réalisées sur les marchés. Elles ne constituent pas un engagement de rentabilité et sont susceptibles d'être modifiées. Cette communication publicitaire ne donne aucune assurance de l'adéquation des produits ou services présentés et gérés par Ofi Invest Asset Management à la situation financière, au profil de risque, à l'expérience ou aux objectifs de l'investisseur et ne constitue pas une recommandation, un conseil ou une offre d'acheter les produits financiers mentionnés. Ofi Invest Asset Management décline toute responsabilité quant à d'éventuels dommages ou pertes résultant de l'utilisation en tout ou partie des éléments y figurant. Avant d'investir dans un OPC, il est fortement conseillé à tout investisseur, de procéder, sans se fonder exclusivement sur les informations fournies dans cette communication publicitaire, à l'analyse de sa situation personnelle ainsi qu'à l'analyse des avantages et des risques afin de déterminer le montant qu'il est raisonnable d'investir. Photos : Shutterstock.com/Ofi Invest. FA26/0821/M

Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement



Ofi Invest Asset Management • 127-129 quai du Président Roosevelt 92130 Issy-les-Moulineaux • Société de gestion de portefeuille • RCS Nanterre 384 940 342 • Agrément AMF n° GP 92012 • S.A. à Conseil d'Administration au capital de 71 957 490 euros • APE 6630 Z • FR 51384940342

Comme un chef !

Écouter, comprendre et adapter : c'est notre recette

Parce que chaque client est unique, nous sélectionnons et assemblons pour vous les meilleures expertises d'investissement afin de composer des solutions qui correspondent à vos attentes et à votre appétit pour le risque



Communication publicitaire - Création assistée par IA



Ofi invest

Investissez dans *votre avenir*

